

Le constat d'impuissance de Maxime Tandonnet

Dans une tribune publiée dans le Figaro du 20 avril 2015, intitulée « [Immigration en Méditerranée, que peut on vraiment faire ?](#) », Maxime Tandonnet fait un constat d'impuissance. Ancien conseiller de Nicolas Sarkozy, au ministère de l'Intérieur puis à l'Élysée sur l'immigration, il s'exprime sur le flot massif de migrants en provenance de Lybie, et sur la probable noyade de 700 d'entre eux la semaine précédente.

Il met en cause les réseaux criminels de passeurs dont l'activité occasionnerait un revenu de 40 milliards de dollars par an (Rapport United Nations drugs and crime 2013).

Précisant que les migrants « ne sont pas forcément les plus déshérités », le passage d'une personne étant rémunéré aux réseaux mafieux entre 5.000 euros (traversée de la méditerranée) et 20.000 euros pour ceux qui viennent des zones d'Asie lointaines (Chine, Vietnam).

Il indique ensuite que l'Europe n'a rien d'une forteresse puisqu'elle accueille chaque année 1,4 millions d'extra-européens (rapport Sopemi) et que 20 millions d'étrangers non européens vivent dans ses États membres (Eurostat).

Les capacités d'accueil, de travail de logement sur le continent étant limitées, il envisage un risque de déstabilisation des modèles politiques, économiques et sociaux sur le continent. « Une ouverture totale des frontières, dans un contexte de misère, de désœuvrement, de guerres et de dictatures qui poussent des milliers de personnes à vouloir quitter à tout prix leur pays, provoquerait sans doute une catastrophe politique sur le continent ».

Il dresse un constat pessimiste :

« La suppression pure et simple de la libre circulation en Europe ne réglerait probablement rien », sans plus argumenter.

« Fermer les frontières de l'Europe avec l'Italie et la laisser gérer seule la question, n'empêcherait pas que les migrants se répandent plus tard en Europe » ;

« Il est quasiment impossible d'empêcher totalement les passages en Angleterre » (cf. Calais), bien que cette dernière ne soit pas dans l'espace de libre circulation Schengen.

La proposition de créer un corps de « gardes-frontière européens » est un leurre ;

Frontex est inefficace faute d'accord avec les pays d'embarquement : les bateaux interceptés ne peuvent pas être ramenés vers le pays de départ et les migrants sont débarqués en Italie. De fait, Frontex joue un rôle humanitaire (évitant souvent aux migrants la noyade) mais a un impact limité en matière de lutte contre l'immigration clandestine ;

Les retours vers le pays d'origine est difficile après le débarquement en Italie car les migrants ne désignent pas leur pays d'origine ;

Selon lui, les solutions sont de deux ordres :

la coopération avec les pays de la rive sud de la Méditerranée pour qu'ils luttent contre les départs de migrants depuis leurs côtes, ce qui passe par leur stabilisation, politique et leur développement économique ;

un lutte accrue contre les trafiquants d'être humains.

Des solutions également difficiles à mettre en oeuvre car la première s'inscrit dans le moyen voire long terme, la seconde parce que les trafiquants abandonnent les bateaux en mer et se gardent d'y embarquer eux mêmes, se contentant de prévenir Frontex ou la marine italienne par téléphone depuis les côtes de Lybie ou de Tunisie.